

N° 48 - 15 NOV.-15 DEC. 67

« LE PEUPLE BRETON »

mensuel

Boîte postale 103 RENNES

ABONNEMENTS

Ordinaire : 6 F

De soutien : à partir de 10 F

2 365-76 RENNES

« Le Peuple breton » - BP 103

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé

LE PEUPLE BRETTON

ORGANE DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

Après les manifestations
agricoles

LA RÉVOLTE DES RÉGIONS SOUS-DÉVELOPPÉES

A la suite des récentes manifestations agricoles, nous avons consacré un article à l'étude des « tendances actuelles du syndicalisme agricole », il est nécessaire de revenir sur ce sujet, car ces manifestations revêtent une importance capitale, en ce sens qu'elles ont été, particulièrement en Bretagne, l'expression de la colère et de la révolte des agriculteurs des régions périphériques contre la politique agricole française et les orientations libérales du Marché Commun en matière agricole : prise de conscience qui s'est exprimée de façon plus ou moins claire selon les individus et les régions.

Avant de préciser la portée véritable des actions paysannes actuelles et d'en dégager les principaux enseignements politiques, deux remarques préliminaires s'imposent :

1) Ce mouvement de protestation a revêtu un caractère essentiellement populaire et a été le contraire même de la campagne de revendications plus ou moins traditionnelle lancée par un syndicat : pressés par la base, les dirigeants de la F.N.S.E.A. (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles) ont dû syndiquer, sans enthousiasme, la décision d'organiser une journée nationale d'action afin d'éviter d'être mis en cause par leurs propres adhérents des régions d'élevage. En outre, le déroulement de plusieurs manifestations a montré clairement l'ampleur du mécontentement et la ferme détermination des agriculteurs, lors des défilés « dans le calme et la dignité » ; les dirigeants syndicaux eussent-ils cherché à contenir leurs troupes qu'ils n'y seraient certainement pas arrivés.

2) La Bretagne a occupé la première place dans ce combat :

● Elle en a été à l'origine, par la journée du 26 juin 1967 de Redon ;

● C'est elle qui a fait preuve de la plus grande combativité, en particulier à Quimper.

Aussi est-il important d'analyser de façon plus précise le sens de la révolte des agriculteurs bretons, ce qui est d'autant plus nécessaire que cette signification a maintes fois été dénaturée ou mal exprimée, à commencer par la F.N.S.E.A. elle-même.

POURQUOI CES MANIFESTATIONS ?

Différentes interprétations ont été données à ces manifestations :

★ Un problème de prix ?

Pour les uns, dont E. Faure, il s'agit surtout en quelque sorte d'un simple problème technique : les productions animales connaissent actuellement des difficultés sérieuses, liées à des prix insuffisamment rémunérateurs ; d'où le mécontentement des éleveurs des régions de petite culture ; mais il ne s'agit là que de difficultés conjonctuelles provoquées par un malheureux concours de circonstances (sécheresse de l'été, etc...) et le problème est virtuellement résolu. En

outre, le ministre de l'agriculture s'engage à obtenir une petite révision des prix communautaires en faveur des productions animales.

Mais un relèvement substantiel des prix profiterait essentiellement aux producteurs des régions riches et bien placées (Pays-Bas, France de l'Est, etc...), risquerait de provoquer une surproduction fatale aux régions périphériques en incitant les « céréaliers » à développer les élevages industriels : toute action sur les prix, qui n'est pas sélective, profite essentiellement à l'agriculture capitaliste et diminue d'autant les chances réelles des autres régions.

★ La mort des paysans ?

Le plus généralement on considère que les difficultés actuelles de l'agriculture sont liées à l'insertion de l'activité agricole de forme artisanale dans l'économie générale ; c'est donc le problème de l'agriculture archaïque, de la petite exploitation victime de la « mutation » économique inéluctable, qui serait en cause ; bref un problème d'ordre social dont le gouvernement, « qui a déjà beaucoup fait pour l'agriculture », viendra à bout avec un peu de patience (ne serait-ce qu'en éliminant le problème !).

Mais il est faux de prétendre que ce sont seulement les petits agriculteurs condamnés par le progrès qui manifestaient le 2 octobre ; bien au contraire, ce sont les jeunes agriculteurs, ceux qui ont fait de remarquables efforts d'équipement et qui sont parvenus à un niveau technique souvent égal à celui des Hollandais par exemple, qui ont manifesté avec le plus de violence, parce que leur situation géographique, jointe au sous-équipement dans lequel leur région est maintenue par le régime, ne leur permet pas de « s'en tirer » dans une économie de marché.

★ La condamnation des régions périphériques :

Ce que l'on veut faire passer pour une « Jacquerie », pour une révolte aveugle et négative contre une évolution économique inéluctable (la disparition progressive d'une agriculture familiale archaïque, économiquement indéfendable) est en fait la révolte des régions pauvres contre le sort que leur réserve le libéralisme en agriculture. Si le progrès économique conduit à la disparition d'une certaine agriculture artisanale improductive, ce qui est mis en cause par les agriculteurs bretons, ce n'est pas la nécessité de cette transformation des structures, ni même l'insuffisance notoire de l'action du gouvernement pour résoudre les problèmes sociaux liés à cette mutation, mais le libéralisme économique lui-même qui conduit à l'asphyxie des régions périphériques et à une sous-rémunération permanente des agriculteurs de ces secteurs géographiques, et cela quels que soient leurs efforts de modernisation.

Le combat des paysans bretons n'est

(Suite page 3)

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE ET LES MINORITÉS

En France, la presse (parisienne ou « régionale »), la radio et la T.V. n'ont retenu, dans l'ensemble, du cinquantième anniversaire de la Révolution d'Octobre 1917 que l'aspect spectaculaire des cérémonies officielles qui se sont déroulées à cette occasion en U.R.S.S. et dans les autres pays socialistes. On s'est peu étendu, en revanche, sur les principes mêmes de cette Révolution, qui a cependant marqué une étape capitale dans l'histoire du monde contemporain. Peut-être les Français font-ils un complexe devant la Révolution russe : celle-ci n'éclipse-t-elle pas une Révolution française aujourd'hui vieille de près de deux cents ans et marquée par son caractère essentiellement bourgeois ?

Pourtant, ces mêmes Français, qui se prennent pour le peuple le plus avancé et le plus intelligent de la terre, tireraient le plus grand profit à méditer les principes fondamentaux de la Révolution d'Octobre. Parmi ceux-ci, il en est un que l'on a trop souvent tendance à méconnaître ou à minimiser et qui, pour nous Bretons progressistes, revêt une valeur toute particulière : celui de l'autodétermination de toutes les nationalités, de toutes les ethnies, dans le cadre d'une fédération des peuples socialistes. Dès le 26 octobre 1917, alors que le Palais d'Hiver vient à peine d'être pris d'assaut par les forces révolutionnaires, le II^e Congrès des Soviets proclame que le pouvoir soviétique « assurera à toutes les nationalités vivant en Russie le droit absolu de disposer d'elles-mêmes. » C'est dire qu'il ne s'agissait pas là pour la Révolution triomphante d'un principe secondaire, accessoire, mais d'une de ses idées-forces, au même titre que la paix démocratique immédiate, la terre aux paysans et le contrôle par les ouvriers de la gestion des entreprises.

Ce principe, on le sait, s'est traduit dans la Constitution soviétique de 1922, qui a remplacé la vieille Russie unitaire par un Etat fédéral comprenant quatre Républiques fédérées : le nombre de celles-ci a été porté à sept en 1929 et à onze en 1936. Depuis la deuxième guerre mondiale, il y a quinze Républiques fédérées en U.R.S.S. Chacune d'entre elles possède sa constitution, son gouvernement, son Soviet suprême, son drapeau, son hymne national ; elle a des administrations, des tribunaux, des universités, des écoles, des journaux, des émissions de radio et de télévision dans sa propre langue.

Il ne s'agit pas là, comme on le croit parfois en France, d'un système qui serait imposé par l'immense étendue du territoire de l'ancienne Russie : en réalité, l'autonomie a un fondement ethnique, ce qui explique que la République fédérée de Russie a plus de cent millions d'habitants, alors que les plus petites Répu-

bliques fédérées n'ont guère plus d'un million d'habitants. Les Républicains d'Arménie et de Géorgie ont une population moins nombreuse que celle de la Bretagne. De plus, le système soviétique comporte, outre des Républiques fédérées, des Républiques autonomes, des régions autonomes et des arrondissements nationaux, ce qui permet de donner à chaque nationalité un statut correspondant à sa situation particulière.

Nous n'ignorons certes pas les critiques auxquelles la politique soviétique a donné lieu dans bien des domaines. Il est certain que le large fédéralisme culturel accordé aux diverses nationalités est compensé, en U.R.S.S., par l'existence d'un parti unique fortement centralisé et commun à l'ensemble de l'Union. En ce qui concerne la politique des nationalités elle-même, on a pu constater parfois un certain décalage entre les principes et leur application : il n'est pas douteux, par exemple, que le droit de sécession reconnu dans la Constitution soviétique aux différentes Républiques fédérées est resté jusqu'ici assez théorique.

Malgré tout, le fédéralisme soviétique constitue un progrès considérable, une véritable révolution par rapport au système qui régnait dans la Russie des tsars jusqu'en 1917 et par rapport à celui que nous connaissons encore dans la France bourgeoise et gaulliste de 1967. L'absolutisme allait de pair, dans l'Empire russe, avec l'oppression des nationalités autres que la nation russe proprement dite. Des pays comme la Finlande ou la Pologne étaient réduits au rang de « provinces » et soumis à une russification systématique. Quant à la condition des Ukrainiens, des Géorgiens, des Lettons, des Esthoniens, des Lithuaniens et plus encore des ethnies allogènes du Caucase et d'Asie, elle demeurerait jusqu'au bout celle de populations considérées comme inférieures dont il fallait s'assurer la soumission par la négation et leur originalité ethnique et culturelle.

Les arguments invoqués pour défendre la politique d'assimilation étaient les mêmes que ceux du gouvernement français en Alsace, en Bretagne, au Pays Basque, en Catalogne ou en Corse : mépris pour les non-russes, désir d'unification, crainte du « séparatisme ». A cet égard, un réactionnaire russe comme le ministre tsariste Pobiédonotsev, le théoricien de la « slavophilie » et l'adversaire

(Suite page 4)

Composition linotype à façon

REVUES - TABLEAUTAGES - THÈSES

LINARMOR

15, rue des Fossés - RENNES

Edito

DEVANT la préfecture de Rennes, un petit groupe de manifestants avec une pancarte : « Libérez Jean-Yves Michel » ; 22 h. 30, les grilles de la préfecture s'ouvrirent : des voitures officielles pénétrèrent dans la cour, ramenant le préfet de région et quelques ministres revenant du banquet offert par la mairie de Rennes à l'occasion de la remise du prix de l'Expansion régionale de la « Vie Française ». Des slogans hostiles furent criés par les manifestants ; le syndicaliste paysan devait être libéré le lendemain après plusieurs jours de détention. Deux Bretagne étaient ainsi face à face du fait de l'actualité. Une Bretagne qui réclame le droit de vivre et une Bretagne des notables et de ceux qu'on pourrait appeler « les profiteurs du sous-développement ». Ceux-ci acceptent l'évolution économique actuelle ; leur principal souci est d'obtenir quelques aménagements et surtout d'être « dans le coup » quelle que soit la place globale de la Bretagne dans l'avenir économique de l'hexagone et de l'Europe. La saignée de l'émigration peut continuer... La Bretagne, hôtellerie du bout de l'Europe ? L'important, c'est le profit pour les affaires qui survivront, le profit dans les activités qui pourront se développer dans le secteur touristique notamment. Chez les plus sincères, responsables de la vie d'une commune ou d'un canton, il y a la volonté de résoudre le problème de l'emploi chez eux, d'amener quelques entreprises. Cette volonté se trouve écrasée dans le système actuel des soi-disant « institutions régionales » et dans le cadre politique du national-gaullisme.

Les C.O.D.E.R. sont des caricatures. Le gouvernement a fait savoir qu'il se préoccupait d'améliorer leur fonctionnement et d'accroître leur efficacité (sic) : « Des mesures seront prochainement proposées pour mieux associer les C.O.D.E.R. à l'autorité administrative de leur région » (M. Marcellin) ; quant à M. Michelet, il a parlé d'accroître les pouvoirs donnés aux préfets de région pour leur permettre d'agir davantage et que plus d'autorité soit accordée aux C.O.D.E.R. Le rapprochement de ces deux déclarations faites lors du Congrès du Centre National des Economies Régionale est savoureux : accroissement de l'autorité des C.O.D.E.R. = association à un préfet plus puissant ! Il n'y aura pas d'espoir de solution satisfaisante tant qu'on en restera à des rapports de subordination vis-à-vis du pouvoir central. Le développement et l'avenir de la Bretagne doivent être décidés par de véritables institutions démocratiquement élues.

Psychologiquement, le divorce entre les deux Bretagne est encore plus flagrant. Les organismes mêmes auxquels une grande partie des Bretons avaient accordé leur confiance il y a une dizaine d'années sont devenus des courroies de transmission de la propagande et de l'action gouvernementale. Quoi de plus significatif que l'inauguration par M. Pompidou, au côté de M. Martray, du Centre Ellysées-Bretagne « qui va témoigner, au cœur de la capitale des affaires, de l'essor d'une province qui se veut moderne et qui entend non seulement subsister mais aller de l'avant, faire preuve de dynamisme, d'optimisme, de confiance dans l'avenir ». Nous aussi, nous sommes optimistes et croyons à l'avenir de notre pays, mais seulement cet avenir nous voulons le construire avec le cultivateur blessé à Quimper — toujours en clinique à Brest — comme avec les ouvriers de Citroën et les chômeurs de Loire-Atlantique. Mais nous sommes réalistes et nous avons assez souvent donné ici les chiffres, les éléments d'un problème qui reste entier, d'un problème où nous voulons toujours mettre les hommes avant le profit. Pour une fois nous citerons un notable et lequel, le président Pleven ; voici les questions qu'il posait au Congrès du C.N.E.R. : « L'accroissement de la région parisienne a-t-il été freiné ? — A-t-on commencé seulement à réduire l'écart qui sépare la Bretagne des autres régions ? ». Ce n'est pas nous qui insisterons sur la gravité de ces questions. Alors soyons logique : il faut dire non à toute une propagande qui masque cette gravité. Cette propagande, nous la retrouverons dans un numéro spécial sur le Centre Ellysées-Bretagne, édité en commun par « l'Ouest Industriel » et la « Vie Bretonne ». La méthode Coué se donne libre cours dans ce numéro intitulé « La Bretagne et son expansion » : « La Bretagne du bout du monde à la pointe du progrès » (Ed. Michelet) et « Nous sommes très loin d'une position défensive et conservatrice. Le Folklore peut rester un élément d'expression très vivant de l'âme bretonne mais il a disparu de la vie économique. La Bretagne, en vérité prouve par là qu'elle est entrée carrément dans la civilisation industrielle moderne et qu'elle regarde son avenir en face » (O. Guichard)... Ce blablabla est une arme pour le gaullisme qui a toujours appelé la collaboration de « dynamiques apolitiques ». Il n'est pas jusqu'à la J.E.B. qui dans sa brochure de prestige « Culture-Economie » ne donne dans ce travers ; la J.E.B., C.E.L.I.B. des jeunes, se découvrirait-elle une vocation d'agence de public relations au service des notables et du capitalisme « régional » : son attitude face à la Journée d'action progressiste de Lorient donne quelque inquiétude.

Il y a, plus que jamais, un double choix politique à faire : lutter contre le gaullisme, avoir une conscience claire des institutions politiques qui devront être mises en place au niveau de la Bretagne et des régions. Au moment où M. Bourges — la censure ambitionne d'être élu du grand Saint-Malo (la fusion étant faite entre Saint-Malo, Paramé, Saint-Servan, M. Bourges a donné sa démission de maire de Dinard), où M. Marcellin, grand-maître du Morbihan, organise une fédération régionale des indépendants, ne nous méprenons pas sur la durée d'une lutte qui risque fort de dépasser le cadre de la V^e République.



LA VIE DU PARTI

REUNION DU COMITE DIRECTEUR

Les membres du Comité directeur ont consacré les trois quarts de leur réunion mensuelle du 15 octobre à la préparation du Congrès des 11 et 12 novembre.

SECTION DE BREST

Avec un bureau légèrement modifié la section brestoise a repris le rythme normal de ses activités. Une vente du journal à Landerneau a permis à nos camarades de vendre une quarantaine d'exemplaires. Chaque militant sera tenu de prendre contact avec des lecteurs dont l'abonnement arrive à échéance. Les deux réunions du mois d'octobre furent une occasion de préparer le travail des prochains mois : propagande sous formes diverses, réunion publique, publicité pour le **Peuple Breton**, etc...

REUNION DE REFLEXION BREST, 21 ET 22 OCTOBRE 1967

Une dizaine de camarades se sont retrouvés à Brest pour discuter de l'avenir du parti et du prochain Congrès. Différentes propositions furent faites concernant la presse, les finances, les affaires intérieures et le militantisme. Retenons l'insistance des participants sur les réunions publiques et sur le problème des camarades isolés qui n'ont pas encore réussi à s'intégrer dans une section.

REUNION D'INFORMATION A SAINT-RENNAN

Le 13 octobre, une réunion d'information rassemblait à Saint-Renan (29 N) une quinzaine de personnes. J.-P. Gourmel présenta les idées politiques de l'U.D.B. dans leurs grandes lignes, et une discussion animée s'engagea sur de nombreux problèmes de fond. On parla de la nécessité de planifier l'économie, seul moyen de garantir les intérêts des ouvriers et des paysans. L. Le Beg montra que les conditions d'industrialisation d'une région sous-développée telle que la Bretagne sont totalement différentes aujourd'hui de celles du passé. Il expliqua quel était le sens de l'autonomie régionale, quel serait le rôle d'une assemblée et d'un exécutif régionaux en régime socialiste pour l'organisation de la vie économique, quel rôle jouerait dans ce cas les syndicats. On mit l'accent sur la nécessité d'une véritable culture populaire. Après la réunion, en conversation particulière, d'autres points furent précisés, par exemple le sens des deux sortes de nationalisme, d'une part le nationalisme bourgeois et chauvin de De Gaulle ou le nationalisme fasciste d'Hitler, d'autre part le nationalisme libérateur, celui de l'Algérie durant sa guerre d'indépendance, celui du Viet-Nam aujourd'hui, et qui s'appuie sur un peuple pour l'amener à se dépasser et à faire sa révolution. Une vente de livres et de journaux eut lieu à la fin de la réunion.

SECTION DE LA REGION MALOINE

Les camarades de Saint-Malo poursuivent leur action discrète, mais régulière. Les nouvelles affiches de notre parti ont été pour eux un excellent moyen de se manifester et de provoquer rencontres et discussions parmi les abonnés et sympathisants.

Le compte rendu du quatrième Congrès de l'U.D.B. sera publié dans le numéro 49 (décembre) de notre journal.

EXCLUSION

Par décision du Comité Directeur du 17 septembre 1967, Hubert Martin, 5 bis, bd du Colombier, Rennes (titulaire de la carte U.D.B. n° 15) a été exclu de l'Union Démocratique Bretonne.

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR « LE PEUPLE BRETON »

Notre appel du mois dernier a été encore entendu par quelques amis que nous remercions sincèrement ici. Mais tous nos lecteurs qui se sont abonnés en 1966-67 ont-ils songé au bénéfice qu'ils retirent de la progression de notre journal. Le **Peuple Breton** a paru cette année le plus souvent sur 6 pages (numéros à 1,00 F). Or beaucoup de nos amis ayant versé 6,00 francs d'abonnement reçoivent le journal **gratuitement à domicile** depuis le sixième numéro. Il était normal qu'il en soit ainsi et que nous ne leur fassions pas payer le prix de notre croissance, dont ils sont certainement les premiers à se réjouir avec nous.

Mais ne pourraient-ils pas procéder eux-mêmes, volontairement, au rajustement nécessaire ? Une aide de leur part, même très modeste, serait bien venue pour la trésorerie de notre mensuel. N'oubliez pas que les progrès de notre journal ne sont pas terminés et que nous devons nous préparer à faire mieux encore. Seuls, nous ne le pouvons pas encore. Avec vous, grâce à votre appui, nous hâterons ces progrès, nous gagnerons du temps pour la Bretagne. Aidez-nous, aidez votre journal à la mesure de l'estime que vous lui portez et nous pourrions bientôt franchir une autre étape !

DIXIEME LISTE

Anonyme, Bevet Breizh !	10,00 F
J.D., Saint-Servan	5,00 F
G.K., Brest	40,00 F
C.G., Mohammedia (Maroc)	10,00 F

Total de la dixième liste 65,00 F
Report des listes précédentes .. 1 310,20 F

TOTAL 1 375,20 F

Les participations à la souscription doivent être adressées au **Peuple Breton**, B.P. 103, Rennes ; C.C.P. 2 365-76, Rennes, en précisant au dos de l'envoi : **Souscription**.

BULLETIN D'ADHESION

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

— Adressez ce bulletin (découpé ou recopié) à : Union Démocratique Bretonne, B.P. 103, Rennes.

— Adressez le montant de la cotisation annuelle (deux journées de travail) à : UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE, B.P. 103, RENNES — C.C.P. 2 365-78.

ADHEREZ A L'U.D.B. — ADHEREZ A L'U.D.B. — ADHEREZ

VOTRE PAVILLON TERMINÉ

du type 4 « Heb-Ken » (71 m² 07) à partir de 54 146 F.

Prime et prêt Crédit Foncier sur 20 ans - Prêt complémentaire - Etude gratuite de tous problèmes financiers - Construction sur votre terrain ou sur nos lotissements

REALISATION

LA CORNOUILLE IMMOBILIERE

29, place de la République - 29-S. PONT-L'ABBE - T. 2-73

La révolte des régions sous-développées

pas, comme d'aucuns voudraient le faire croire, un combat d'arrière-garde : c'est un combat politique, même si beaucoup d'agriculteurs n'en sont pas encore clairement conscients. La lecture de l'hebdomadaire « Paris-Match » devait, paradoxalement, les aider à cette prise de conscience, voir en effet ce qu'écrivait J. Maquer, dans le n° du 14 octobre 1967 : « Leur problème à ces Bretons est simple, ils veulent vivre. Cela semble tout naturel et pourtant tout est là : a-t-on, au XX^e siècle, le droit de vouloir vivre ? Et de même qu'aujourd'hui, si l'on sait combien de poulets, de porcs ou de beurre il faut pour nourrir l'Europe, aucun calcul économique n'a fait apparaître la moindre nécessité que ces poulets ou ces porcs soient produits par les agriculteurs bretons plutôt que par d'autres. Au contraire ce que les calculs font apparaître c'est que les Bretons sont géographiquement aussi mal placés que possible, dans une économie de marché... » Condamnation on ne peut plus claire de la Bretagne par le système capitaliste et libéral !

DEVELOPPER L'AGRICULTURE BRETONNE EST ANTIECONOMIQUE !

De nombreux autres commentaires montrent clairement le sort qui est réservé à la Bretagne par l'économie rurale : aussi certains bureaucrates européens n'hésitent pas à s'élever contre « le gaspillage d'argent qui n'aboutit qu'à créer des besoins révolutionnaires dans des régions agricoles qui, si elles restaient à l'écart de l'effort de développement, en connaîtraient moins ». (Le Monde du 12 octobre). La Bretagne semble directement visée.

On sait que les agriculteurs bretons réclament une régionalisation du marché du porc ; mais le ministère de l'économie est fermement opposé à ce projet, car « un tel système lui semble contraire à la philosophie des règlements communautaires et notamment du règlement céréalier, qui pose le principe d'une spécialisation des régions et l'encourage par la pratique de prix moins élevés dans les régions les plus éloignées et les plus excédentaires » (!) (Le Monde du 21 oct.) ; Et De Virieu ajoute : « le risque d'une telle formule de régionalisation serait d'encourager le développement de l'élevage du porc dans des régions éloignées des centres de consommation et particulièrement en Bretagne ; on peut se demander si d'autres moyens ne permettraient

taliste. En définitive et si l'on veut bien aller jusqu'au fond des choses, on doit considérer que les récentes manifestations dépassent le seul secteur agricole et marquent en fait la première prise de conscience politique sérieuse (quoique souvent hésitante, limitée et mal formulée), par les régions périphériques, de la menace que représente pour leur économie le développement d'un libéralisme économique sans frein et élargi à l'échelle des six.

Cette analyse est surtout exacte pour la Bretagne : la manifestation des ouvriers de Redon à la manifestation du 2 octobre et la mise à sac de la permanence U.N.R. de Quimper sont significatives d'une certaine politisation de l'action paysanne, malgré la répression des syndicats régionaux (F.R.S.E.A.O. et C.R.J.A.) à quitter le terrain strictement professionnel et à se placer délibérément sur un plan politique. Quoi qu'il en soit, le combat des paysans bretons ne doit pas être détourné de ses véritables objectifs. Il ne s'agit ni d'une simple question de prix, ni seulement du problème général posé par la mutation du secteur agricole, mais essentiellement du problème de l'avenir d'une région périphérique dans le Marché Commun libéral actuel, c'est-à-dire, qu'on le veuille ou non, d'un problème fondamentalement politique.

L'ATTITUDE EQUIVOQUE DE LA F.N.S.E.A. :

Dirigée par les « céréaliers », gens raisonnables s'il en est (De Cafarelli, Président de la F.N.S.E.A., au lendemain des manifestations : « Le monde agricole déchaîné n'aurait échappé au contrôle des gens raisonnables que nous sommes » (L'Express du 9 oct.), la F.N.S.E.A. ne peut naturellement pas exprimer d'une façon claire et soutenir les revendications des régions périphériques (sauf en matière de prix), car cela remettrait en cause toute la politique agricole actuelle qui est on ne peut plus favorable aux gros exploitants. Par contre, les petits exploitants-éleveurs sont invités à soutenir les revendications concernant le prix du blé et de la bettrave : Deleau, Président de l'Association des producteurs de blé (A.G.P.B.) n'hésite pas à recourir au chantage : « Un prix élevé des céréales est la meilleure garantie pour l'avenir des régions d'élevage car le jour où la culture céréalière ne sera plus rentable par elle-même, nous nous organiserons nous-mêmes pour aller plus loin et nous pratiquerons l'élevage industriel ». (Le Monde 24 octobre 67).

Afin d'essayer de préserver une unité de façade, la F.N.S.E.A. adopte une attitude ambiguë après les manifestations : elle en dénature le sens réel en diluant tout cela dans le moule de « l'agriculture française » ; elle fait preuve d'un semblant de fermeté face au gouvernement (uniquement au niveau des prix naturellement et sans rompre le dialogue), mais condamne les manifestations « politisées » du Comité de Guéret (opposition de gauche interne à la F.N.S.E.A.).

L'HEURE DE LA VERITE POUR LE C.N.J.A. :

L'heure est venue pour le C.N.J.A. et pour le syndicalisme agricole breton, de prendre leurs responsabilités sur le plan politique. Le problème de l'avenir des régions périphériques et de la correction des disparités régionales de croissance est insoluble dans le système actuel dont la logique pousse au contraire à l'aggravation des déséquilibres ; par ailleurs, la politique de « conversation » avec les Pouvoirs Publics menée ces dernières années par le C.N.J.A. a été un échec : qu'a-t-il obtenu de sérieux depuis 1960 ? Beaucoup de textes de loi et de décrets sans doute, mais encore ? La violence relative des régions sous-développées et celle de l'agriculture artisanale se sont-elles améliorées ? La violence des récentes manifestations prouve que les problèmes n'ont fait que s'aggraver. Que représentent les quelques mesures partielles et illusions arrachées par la force, (ballons d'oxygène qui ne font que prolonger l'agonie), face au formidable mouvement de concentration capitaliste qui s'accélère dans l'Europe libérale. Pendant que le régime concède quelques satisfactions dérisoires, dans l'ombre l'avenir des régions périphériques est chaque jour plus compromis par l'action des forces capitalistes.

Il est temps d'être sérieux et lucide et de poser les problèmes en termes clairs,

LE BILLET DE SAINT NICODEME

Je faisais mon pèlerinage annuel à Saint-Nicodème, ou plutôt à son magnifique ensemble, chapelle, sacristie, fontaines.

J'aime Saint-Nicodème entre toutes, peut-être parce que, jeune instituteur errant en vélo par un jour de pluie, son clocher brusc que je surinstitué devant moi. — Saint-Nicodème est curieusement construit dans un bas-fond. —

Je l'ai revu cette année par un gris dimanche de juin balayé de vent aigre. Peu de monde à l'intérieur — un couple de Pontivy vite ressortis — mais dans le clocher, toute une famille de Harlingen en tenue légère, et pour qui notre vent d'ouest semblait doux auprès de celui qui souffle en Frise.

Et on photographiait, et on prenait des croquis ! (Qui sait encore croquer chez nous ?)

— « Ah, Monsieur ! », m'a-t-il dit dans un français approximatif, « quel merveilleux pays que le vôtre ! Partout dans la campagne, croix, fontaines, chapelles ! je suis un grand voyageur, Monsieur. Ailleurs, les musées sont riches, mais ici, c'est le pays tout entier qui est un musée ! Quel dommage que... »

Il n'a pas continué ; on est poli en Hollande, mais je devinais sa pensée. Quel dommage, voulait-il dire, que toutes ces beautés soient souvent dans un tel état de délabrement !

Je ne dis pas, moi, « quel dommage », je dis : « quelle honte ! » J'ai parcouru, aussi, une bonne partie de l'Europe occidentale. L'Italie à Venise, Florence, Rome, etc., l'Irlande, ses croix celtiques, d'autres pays s'enorgueillissent de riches musées, mais aucun peuple n'a semé autant de beauté à travers ses champs et ses landes. Des rustres, nos aïeux ? Quelle sottise !

Et qu'on ne dise pas que les nobles ont financé tous ces travaux : le manoir avait son puits dans sa cour, et ce n'est pas le seigneur qui a voulu cet amour de fontaine située à un kilomètre de chez lui.

« Vous ne croyez pas à la civilisation occidentale, disait Marcel Cachin à de jeunes militants communistes, eh bien, allez voir à Saint-Herbot ! »

Mais cet héritage de nos aïeux, qu'en a-t-on fait ? Inutile de répondre. Allez voir ces fontaines envahies par la vase au milieu des orties, — comme celle de La Trinité-Surzur, à 6 mètres de la Nationale, — ces magnifiques puits sculptés où l'on colle des antennes de télé — avant de les vendre aux touristes —, ces chapelles au toit crevé, où le paysan du coin a installé son poulailler... et j'en passe !

Et ne me demandez pas pourquoi : la réponse serait longue à donner... C'est toute l'éducation qu'il faudrait mettre en accusation. J'entends l'Ecole Normale, aussi bien que le Séminaire, la presse aussi bien que les moyens d'information, et j'ajoute nos très académiques écoles des Beaux-Arts...

J'ai dit les Séminaires ? Jusqu'en 1905, le clergé possédait tout, depuis, il n'a cessé d'être tout-puissant dans certains coins. S'il l'avait voulu, ne croyez-vous pas qu'il aurait pu susciter des mouvements d'enthousiasme. La J.A.C., les Scouts catholiques, n'étaient-ce pas des jeunes, et que ne peut-on pas demander à des jeunes ?

Quant aux instituteurs laïques essayés à travers le pays, il était impensable — et même dangereux pour eux — qu'ils puissent s'intéresser à un calvaire en ruine !

Encore un mot : sans trop se tromper, on peut dire que beaucoup des Conseils municipaux et les Conseils généraux de Bretagne sont constitués en majorité de gens de droite, des bien-pensants qui, dans ma jeunesse, villipendaient les « matérialistes sordides » du Front Populaire que nous étions.

Qu'ont-ils fait, ces gens-là qui se réclamaient de l'esprit, pour sauver notre patrimoine artistique, qui est en même temps un patrimoine religieux ?

Je veux pourtant terminer sur une note moins pessimiste : depuis quelques années, des groupes de jeunes consacrent une partie de leurs vacances à sauver quelques monuments.

La libération de l'homme consiste à garantir son avenir mais aussi à lui donner la Culture, c'est-à-dire avant tout le goût de la beauté.

STEN KIDNA

c'est-à-dire en termes politiques. Le C.N.J.A. doit prendre conscience du caractère parfaitement utopique de ces propositions dans le cadre du régime actuel dont toute la philosophie va à l'encontre de ses thèses. Son récent Congrès (fin octobre) a été à ce point de vue fort décevant : on attendait beaucoup des interventions des délégués bretons ; or, on a constaté qu'ils en sont encore au stade des « témoignages » ou des propositions partielles ; faute d'élaborer une doctrine solide reposant sur des bases politiques réalistes, leur lutte est vouée à l'inefficacité. Puissent les « raisins de la colère » porter leurs fruits !

SE RESIGNER OU COMBATTRE :

L'évolution récente de l'agriculture bretonne se résume en une continue fuite en avant, à la recherche de structures compétitives et de productions rentables : les pommes de terre, les légumes frais et de conserve, puis l'aviculture ; enfin vint Pisanj : « Il faut faire de la Bretagne une usine à viande ! Aussitôt, on se lance dans la production porcine las ! les porcheries industrielles bretonnes ne sont pas compétitives face aux produc-

teurs du nord de l'Europe, du fait de leur éloignement. Certains essaient de se lancer maintenant dans la production de bœuf, « nouvelle chance de la Bretagne », en attendant que les céréaliers l'accaparent. Inutile de s'illusionner plus longtemps : les agriculteurs bretons sont accablés au pied du mur : le libéralisme les condamne à la disparition ou à une sous-rémunération perpétuelle. Paysan breton, il n'y a pas de place pour toi dans le Marché Commun ! au nom de la libre concurrence, tu dois disparaître !

Face à cette mise en demeure à peine déguisée, deux attitudes :

— Se résigner et disparaître ;
— Se révolter et combattre ce Marché Commun de la jungle, source d'inégalités, d'injustices et de sous-développements accrus et lui substituer une communauté européenne radicalement différente, juste et humaine, c'est-à-dire socialiste. Pour nous, il ne peut y avoir de Bretagne prospère que dans un cadre socialiste ; encore ne s'agit-il là que d'une condition nécessaire, mais non suffisante.

C. CANEVEI

LIBRAIRIE
"Brentano's"
Tous les livres français et étrangers
7, quai Chateaubriand, Rennes
Tél. 40.70.32

pas de venir en aide aux agriculteurs sans hypothéquer l'avenir » (!). En d'autres termes, le développement d'une agriculture bretonne est anti-économique et hypothèque l'avenir de l'Europe libérale ; on veut bien « venir en aide » aux agriculteurs bretons non en développant leur agriculture, mais en l'éliminant !

FONDAMENTALEMENT : UN PROBLEME POLITIQUE

Il est remarquable de constater comme la carte des manifestations agricoles d'octobre correspond exactement à la France pauvre et en voie de vieillissement, à la France sous-industrialisée et en perte de vitesse (l'Ouest, le Centre et le Sud-Ouest) ; régions essentiellement rurales, il est normal que ce soit dans l'agriculture que la véritable crise éclate en premier lieu, avec le plus de violence et de gravité. Mais, à terme, ce n'est pas seulement le sort de l'agriculture de ces régions qui est en jeu ; ce sont toutes les activités économiques qui sont menacées de sclérose par l'évolution « naturelle » d'une Europe libérale, libéralisme qui pousse à transférer des hommes, des capitaux et des productions (agricoles et industrielles) des régions périphériques vers le nord de l'Europe, vers cette Europe utile et rentable des capitalistes, dont nous n'avons que faire. Dans la mesure où l'on pense que l'économie ne relève pas seulement des firmes privées, on voit mal quelle exigence économique « inéluctable » condamne les régions périphériques au déclin et au sous-développement... sinon la loi de la rentabilité capi-

Imprimerie Commerciale, Rennes
Directeur de la publication : J.-Y. Veillard
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41.387
Tirage : 1 500 — Dépôt légal 4^e trimestre 67

ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS
TERRASSEMENTS — VOIRIE — CARRIERES
Yves LE PAPE & Fils
29 S - PLOMELIN - Tél. 117

BAR BRESTOIS
1, place Sainte-Anne - RENNES
Le rendez-vous des Finistériens
Ouvert jusqu'à 1 h. du matin
CHOUCHEN - TELEVISION - LECTURE

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE ET LES MINORITÉS

(SUITE DE LA PAGE 1)

acharné de toutes les minorités de l'Empire, ne raisonnait pas autrement que Gaston Doumergue qui, étant ministre français de l'Instruction publique, opposa une fin de non-recevoir à une délégation de députés bretons de gauche venus lui demander d'autoriser l'enseignement de la langue bretonne.

La centralisation russe n'avait d'égale que la centralisation française et les gouverneurs nommés par Saint-Petersbourg avaient des pouvoirs comparables à ceux de nos préfets nommés par Paris. Si le militarisme français a fait des Bretons, des Algériens et des Sénégalais ses mercenaires de choix, le militarisme tsariste n'a pas hésité de son côté à utiliser ses allogènes comme chair à canon dans les guerres impérialistes de 1905 et de 1914. En 1917, année de la Révolution russe, nombreux ont été les Bretons qui se sont mutinés sur le front français ou dans la flotte de la Mer noire : ils ont été moins heureux que les soldats des régiments de Pétrograd ou que les marins de Cronstadt, qui ont contribué d'une manière décisive au succès de la Révolution d'Octobre.

Le mérite de Lénine, — mérite d'autant plus grand que, d'origine russe, il appartenait lui-même à l'ethnie dominante, — a été de comprendre que la justice et l'égalité exigent que tous les peuples, quels qu'ils soient, aient droit à leur identité, à leur personnalité et puissent bénéficier d'un développement autonome. Il lui eût été très facile de profiter de l'enthousiasme provoqué par la Révolution d'Octobre et de son immense prestige personnel pour accentuer et achever la russification systématique des territoires relevant du pouvoir soviétique : c'est probablement ce qu'aurait fait un homme politique formé aux idées

et aux méthodes du jacobinisme français.

Or, Lénine a toujours répudié ce qu'il appelait le « chauvinisme grand-russe », fauteur d'impérialisme et de colonialisme. Le marxisme-léninisme adopte une conception de la nationalité que l'on trouve exposée dès 1913 dans un article publié par Staline dans la revue *Prosvetchénié*, sous le titre « Le marxisme et la question nationale ». Cette thèse est très différente de la conception française de la nationalité.

En France, la nation est censée être une et s'identifie à l'Etat : dès lors, la nationalité se confond avec la citoyenneté. Quand on parle aux Français d'une autonomie bretonne ou d'une autonomie basque, par exemple, ils crient au « séparatisme » : c'est que, pour eux, le droit de libre disposition des peuples signifie nécessairement création d'un Etat et, comme ils ignorent le fédéralisme, cet Etat ne peut être qu'indépendant et souverain. Mais Lénine précise (cf. « L'Etat et la Révolution ») que « l'Etat est un organisme de domination des classes, un organisme d'oppression d'une classe par une autre... »

Dès lors, on peut très bien concevoir une formule d'Etat socialiste, expression du pouvoir de la classe ouvrière, mais respectant les diversités ethniques par l'application du fédéralisme : c'est l'Etat multinational, tel qu'il existe en U.R.S.S., où la citoyenneté est toujours soviétique (et non pas « russe », comme on s'obstine à le dire en France), alors que la nationalité peut-être russe, ukrainienne, moldave, kirghize, turkmène, etc...

Quand l'U.D.B. affirme la vocation nationale de la Bretagne et se déclare en faveur de l'intégration fédéraliste des peuples européens (ce qui n'a rien de commun avec l'Europe des trusts ou l'Europe-croupion du Marché commun), elle défend des principes d'égalité et de justice qui sont dans la ligne de ceux proclamés par la Révolution d'Octobre. Nos camarades communistes doivent comprendre le prix que, nous autres Bretons, — victimes traditionnelles de la politique de domination, d'assimilation et d'exploitation du militarisme, du nationalisme et du capitalisme français, — nous attachons à l'application de principes qui ne prennent tout leur sens que si on leur donne une portée générale, valable pour tous les peuples.

Jean THOMAS.

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES



— **LOIRE-ATLANTIQUE. Saint-Nazaire** : les délégués C.F.D.T. de la D.C.N.A.L., en prévision de la fermeture de la base de Gron demandent le reclassement du personnel avant son licenciement.

Les dockers se plaignent de ce que le port de commerce reste désespérément vide ; beaucoup d'entre eux — et parmi les meilleurs — ont abandonné la profession.

Le bureau d'études des chantiers de l'Atlantique quitterait Saint-Nazaire pour La Courneuve (région parisienne) à la suite de la concentration de la partie « Etudes » recouvrant plusieurs chantiers.

— **COTES-DU-NORD. Implantation d'une nouvelle industrie à Plémet**. Un atelier de fabrication de laine minérale, par traitement du Kaolin, va y être mis en route à la fin du mois d'octobre ; ce sera aux dires de la presse locale, la première usine du genre en Europe occidentale. Bilan : quinze emplois nouveaux !

200 000 personnes sans eau courante dans les communes rurales des Côtes-du-Nord. 36 communes sont totalement dépourvues d'eau courante ; 6 communes seulement possèdent un réseau complet.

La commune de Le Merzer refuse la construction d'une caserne de gendarmerie ; elle estime que ce genre de charge est du ressort de la préfecture et non de communes, qui, de toute manière ne peuvent en assumer les frais. Le communiqué ne précise pas si cette commune possède ou non l'eau courante.

— **MORBIHAN. Lorient** : deux nouvelles entreprises dans la zone industrielle : un dépôt de bois d'Afrique et une réserve de maërl.

Hennebont : la municipalité est en désaccord avec les P.T.T. sur la pose d'une ligne téléphonique qu'elle voudrait souterraine et que l'administration entend aérienne ; le maire estime qu'une ligne aérienne contredirait les efforts municipaux pour l'embellissement d'Hennebont.

Auray : Problème de la zone industrielle. Discussion au Conseil municipal d'Auray : le prix du mètre carré de la zone de Kerbois a été porté de 10 à 13 francs du fait de la surface très insuffisante de cette zone. D'autres terrains inutilisés près de la voie ferrée de Quiberon feraient bien l'affaire d'Auray... mais ils appartiennent à la commune voisine de Crach.

— **ILLE-ET-VILAINE. Fusion des communes de Saint-Malo, Saint-Servan et Paramé**. Cette fusion a été décidée par décret du « Journal officiel ».

Découverte de Monazite en Bretagne ?

Poursuivant l'inventaire des ressources minéralogiques en Bretagne, le bureau divisionnaire des recherches géologiques et minières vient de découvrir dans la région du Grand-Fougeray des gisements de phosphates de cérium (monazite) et d'autres métaux rares de type cérique ; ces métaux, sont utilisés notamment dans la fabrication des tubes de télévision et des briquets. Une industrie de transformation en perspective ?

« La cote d'Alerte est atteinte » déclare le bureau départemental C.F.D.T. Points essentiels du communiqué :

« Malgré l'optimisme des Pouvoirs Publics et d'un certain nombre de responsables de la vie économique, la C.F.D.T. ne cesse de dire depuis des années que le problème de l'emploi n'est pas réglé en Ille-et-Vilaine, pas plus que dans le reste de la Bretagne.

Actuellement, plusieurs milliers de travailleurs sont, ou vont être en chômage total ou partiel à Rennes, Redon, Saint-Malo, Fougères, Vitré... Des entreprises ferment ; des réductions d'horaires ont lieu (des travailleurs ne font plus que 18 à 20 heures par semaine dans certaines entreprises) ; des licenciements ont lieu dans d'autres entreprises, une bonne dizaine d'entreprises du département se débattent dans une situation économique et financière qui les met à la veille de la fermeture définitive ».

Pour conclure, l'union des syndicats C.F.D.T. d'Ille-et-Vilaine insiste sur la mise en place d'une infrastructure économique régionale comprenant en particulier des caisses d'investissement et des conseils de gestion commerciale ; ceci, bien entendu, dans l'esprit d'une planification démocratique à caractère socialiste.

— **FINISTÈRE. Fermeture à Camaret du chantier de construction navale LA S.O.C.A.M.J.** Le personnel — à qui est dû depuis quatre ans plusieurs millions de retard sur salaire — risque de se trouver sans travail dans les prochains jours.

Pour la première fois un pétrolier de 170 000 tonnes est arrivé à Brest. Le « Cédros » battant pavillon Libérien est ainsi le plus grand pétrolier ayant jamais touché un port européen ; pour pouvoir entrer au Havre en effet, le « Cédros » doit se délester de 20 000 tonnes : il vient s'alléger à Brest, seul port capable de l'accueillir. Par cet exploit, Brest s'engage dans une voie d'avenir et non encore exploitée : celle du port touristique pour pétroliers géants.

TOUS MATERIAUX
ÉVERITE **Société Bretonne** Sanitaire
Isolants thermiques et MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION Carreaux, grès, faïence
phoniques «STILLITE» QUIMPER - Tél. 14-43 et 26-43 VILLEROY ET BOSCH

PEINTURE - DECORATION
L. KERYEL
10, rue Amiral-Linois
N-29 - BREST
Revêtements (murs et sols)

COURRIER DES LECTEURS

Nos correspondants doivent préciser quand ils veulent que leur nom soit mentionné. Nous remercions vivement ceux qui nous écrivent

— Nous avons reçu ce mois-ci une lettre dont l'auteur pour des raisons que l'on comprendra aisément tient à conserver l'anonymat.

— Je vous ai déjà écrit pour des questions d'ordre général. Je vous remercie d'avoir fait paraître intégralement ma prose. J'ai constaté en sus, pour votre éloge que vous faisiez paraître la prose de vos adversaires.

— Mon fils, l'année dernière, en faculté des sciences à Brest, a réussi au C.P.E.M., le 27 septembre dernier, avec le rang de 8^e, par ordre de mérite. Il est parti à Rennes, se faire inscrire en faculté de médecine, le 16 octobre.

Je recevais de lui, jeudi dernier, une lettre m'annonçant qu'il n'aurait qu'une bourse de 1 200,00 F, alors que l'année dernière, il avait à Brest, une bourse de 2 250,00 F. Pour que mon fils puisse poursuivre ses études, c'est ma famille qui devra payer la différence.

Ceci ne serait rien, si cette façon de procéder était générale, mais loin s'en faut.

Il n'est point besoin de détective privé pour être renseigné sur l'octroi des bourses de tout acabit.

Les plus francs dans leur déclaration des revenus pour l'impôt, sont les plus batoués.

Devant le scandale flagrant que la distribution des bourses, étale aux yeux de tous, que faut-il faire ? L'un est un cancre, mais a des parents riches et qui ont des relations. Les parents riches paient des impôts sur le revenu, mais obtiennent bourse pour leur cancre.

L'autre est intelligent, travailleur, ses parents dépendent de l'administration, et pas un centime de leur salaire n'échappe au contrôle du fisc. Ils échappent encore cette année, de justesse, à l'impôt sur le revenu, mais bien que leur gosse soit reçu 8^e sur 73 au C.P.E.M., on diminue de plus de 1 000,00 F par an sa bourse, tandis que les fraudeurs et les ticheurs en rient et se tordent de joie.

— Suggestion 1^o) que toutes les déclarations de revenus soient déposées dans les mairies pendant 15 jours, et que tout citoyen ait le droit de les voir et de dénoncer les mensonges qui y sont inclus s'il y a lieu.

2^o) Que les résultats des examens scolaires entrent en ligne de compte, et qu'un cancre riche ne soit pas favorisé par rapport à un pauvre qui par son travail a réussi à l'examen.

3^o) Que les décisions d'octroi de bourse, soient affichées dans le hall des mairies, et ainsi exposées à la vue du public.



IFFIG

— continue à en apprendre de belles sur l'admirable site militaire de l'Île Longue (Finistère)...

— vous informez que la Marine, ne reculant devant aucun sacrifice pour assurer le bien-être de ses techniciens, leur fournit, aux frais du contribuable, de nombreuses voitures DS 19 pour leurs vastes randonnées à l'intérieur de la base.

— vous rappelle que l'Île Longue ne mesure pas moins d'un kilomètre de long sur trois à quatre cents mètres de large.

OUEST ET BRETAGNE

Le premier article de notre étude « Ouest et Bretagne » paraîtra dans notre numéro de décembre. Nous demandons à nos lecteurs d'excuser ce report.

— ne résiste pas à l'indignation de raconter à ses lecteurs un épisode peu connu du fameux voyage au Québec.

— a appris en effet qu'au moment de s'embarquer sur le Colbert il est arrivé une mésaventure à De Gaulle : remontant la passerelle du bateau, le vieillard aurait soudain trébuché, et sans l'appui de divers accompagnateurs il serait tombé à l'eau ; la scène, filmée par les caméras de la télévision, aurait pu faire la joie des téléspectateurs, si un coup de téléphone n'avait immédiatement ordonné de couper la scène...

— pense que ses lecteurs comprennent maintenant son indignation devant de telles histoires qui tendent à mettre en doute la légende d'un vieux guide en bonne santé physique et mentale.

CARROSSERIE AUTOMOBILE

Passage au marbre - Peinture dans cabine

JEAN CAZEAUX

Le Poteau-Vert
29 S - CONCARNEAU

Jean AUBAULT

Joailleur - Horloger
LIP - LONGINES

RENNES
123, rue de Fougères